

# LA CORRESPONDANCE POLONAISE

SUPPLÉMENT FRANÇAIS DU

„PRZEGLĄD WSZECHPOLSKI“

paraissant le 1-er et le 15 de chaque mois.

12, rue **Mochnacki**, à **Lwów** (Lemberg — Galicie, Autriche).

## L'éducation et la politique.

### II.

Ayant achevé la russification des écoles en Lithuanie, le gouvernement russe s'en prit au Royaume de Pologne.

Le 26 mars 1864 fut inauguré dans le Royaume le «Comité Constitutif», qui prit pour tâche de supprimer tout reste d'autonomie, et d'y introduire les institutions de l'Empire russe. Cette même année on nomma directeur de la commission des cultes et de l'instruction publique *Witte*, allemand russifié; il fut chargé de la réforme des écoles et devait, comme l'espérait le gouvernement, anéantir à jamais le patriotisme dans les esprits de la jeunesse polonaise. Ce n'était pas la première fois que la Russie confiait le rôle de bourreau à un allemand. Les deux premiers satrapes russes du Royaume après 1863 appartenaient à cette nationalité. Il est clair que les premiers pas sur la route conduisant à la solution d'un problème politique si compliqué parurent trop difficiles pour le caractère barbare, mais rectiligne des dignitaires russes pur sang. Chaque fois qu'on avait besoin de la souplesse européenne, on allait chercher des agents parmi les allemands des provinces baltiques, et on ne manquait jamais d'en trouver.

La société polonaise, bien que décimée et atterrée par la catastrophe de 1863, inspirait encore tant de respect aux oppresseurs, qu'ils ne se décidèrent pas d'abord à aller droit au but. On commença par des biais.

En septembre 1864 parut le premier oukaze impérial, où se manifestaient les véritables intentions du gouvernement à l'égard du système scolaire. Cet oukaze découvrait dans le Royaume de Pologne l'existence de quatre nationalités différentes: les Polonais, les Lithuaniens, les Allemands et les Russes — chacune devait obtenir des écoles appropriées à ses besoins. On pourrait croire qu'on commença logiquement par fonder des écoles russes, lithuaniennes, allemandes parallèlement aux écoles polonaises — mais on se tromperait complètement. On commença par supprimer les écoles polonaises dans les districts habités par les Lithuaniens

et par y organiser des écoles russes. On passa ensuite à la russification des écoles dans les endroits où il y avait des juifs, pour les protéger, disait-on, contre la polonisation à laquelle les exposait l'existence des écoles polonaises. Enfin l'oukaze du 27 (15) mai 1867 supprima le comité des cultes et de l'instruction publique et institua le district scolaire de Varsovie, dépendant directement de St. Petersbourg, avec *Witte* pour chef. En 1868 on ordonna que les sciences mathématiques et naturelles seraient professées partout exclusivement en russe, et en 1869 cet édit fut étendu à tous les autres cours, à l'exception de l'enseignement religieux.

En 1871 la langue polonaise, tolérée comme langue étrangère, fut déclarée non obligatoire et un an après on défendit aux élèves, sous peine de châtimens et d'exclusion, de se servir de cette langue dans l'enceinte des écoles. On nomma directeurs des gymnases et des progymnases exclusivement des Russes, et on commença à importer des instituteurs de cette nation, auxquels on accorda des privilèges considérables, dans le but de les attirer en Pologne. On réduisit entre autres de 35 ans à 20 le terme au bout duquel les professeurs russes pouvaient prendre leur retraite, en touchant comme pension les appointemens de leur dernière année de service.

On mit ainsi 7 ans à achever une réforme qu'on pouvait introduire immédiatement. Pourquoi commença-t-on par parler des droits des nationalités et finit-on par les violer tous? Hésitait-on à porter un coup trop violent à une nation, qui, toute affaiblie qu'elle était, vivait encore? Ignorait-on encore à quel point l'opinion publique est indifférente aujourd'hui en Europe en présence de pareilles monstruosités, et ne voulait-on pas se compromettre à l'Occident par une politique trop brutale? Peut être eut-on d'abord l'intention de procéder peu à peu et de garder les apparences, mais le premier pas fait, la brutalité du caractère national russe l'emporta, et on alla plus vite qu'on ne l'avait décidé en commençant.

Après les écoles secondaires, ce fut le tour de l'Université de Varsovie. On supprima tout à fait le polonais; on ordonna aux professeurs d'enseigner en russe ou de donner leur démission. C'est alors que l'univer-

sité perdit ses meilleurs professeurs. En 1879 Witte mourut, après avoir dit publiquement peu de temps avant sa mort : »Je suis fier d'avoir enfoncé le poignard au cœur de la Pologne«. Il laissa à son successeur des écoles complètement russifiées, où la moitié des instituteurs étaient Russes. La ruse et la souplesse allemandes avaient accompli leur oeuvre ; il fallait une force brutale qui forçât la jeunesse à se soumettre aux nouvelles règles. L'homme dont on avait besoin fut trouvé dans la personne d' *Apoukhtine*. Ancien ingénieur militaire, assez borné et fort peu instruit, le nouveau directeur débuta par afficher une haine féroce pour tout ce qui était polonais. Il déclara publiquement que dans le service de l'instruction publique le plus grand coquin valait mieux, pourvu qu'il fut Russe, que le plus honnête Polonais. Comme il lui était impossible de trouver des Russes honnêtes et intelligents pour faire le métier de persécuteurs de l'enfance, il ne se gêna pas pour prendre ses agents partout où il les trouvait. Il remplit les écoles de rénegats ruthènes qui avaient embrassé l'orthodoxie pour profiter de leur apostasie et de toute sorte de mauvais sujets chassés de toute la Russie. On pourrait citer plusieurs individus qui sont encore aujourd'hui en horreur à Moscou et auxquels Apoukhtine confia le poste de directeurs de collèges. On se repète des milliers d'anecdotes dans lesquelles l'ignorance de ces messieurs ne le cède qu'à leur immoralité.

Non satisfait d'avoir officiellement proscrit le polonais dans les écoles, Apoukhtine inventa tout un système d'espionnage, où les professeurs, espionnés par le directeur, furent forcés de s'espionner les uns les autres. Pour un mot prononcé par un adolescent dans sa langue natale on infligeait au criminel les châtimens les plus atroces ; on ne reculait même pas devant la fustigation et l'exclusion du coupable. Le jeune homme qui avait le malheur de faire ses études dans son pays natal se sentait partout entouré d'espions, officiels et officieux. Ne voulant pas se servir de la langue de leurs persécuteurs, les enfants finissaient par renoncer à la gaieté et aux amusements de leur âge ; ils passaient les récréations dans un silence morne, ou cherchaient pour se parler les recoins des classes et des corridors, où ils se sentaient un peu à l'abri de la surveillance omniprésente de leurs précepteurs. La position du petit nombre de professeurs polonais qui avaient encore survécu au système devint complètement insupportable. On les persécutait pour les forcer à faire de la politique en classe, en les menaçant continuellement de les mettre sur le pavé avec leurs familles ; on exploitait ainsi la dépendance économique de ces malheureux pour les corrompre. Heureusement on ne trouva en eux qu'un matériel des moins maniables. Aussi leur nombre diminua-t-il rapidement. Actuellement ils ne font que 20% du nombre total des instituteurs.

Comment la jeunesse polonaise se comporte-t-elle en présence de ce système ? Elle lui oppose avant tout une résistance passive. Elle apprend à conceler ses vrais sentiments, à louvoyer entre le Scylla du châtimement et le Charybde de la lâcheté. Elle déploie à 15 ans toutes les qualités des hommes mûrs ; elle sait attendre jusqu'au lendemain des examens, après lesquels elle ne dissimule plus la haine qui s'est accumulée dans son cœur pendant ces années de servage. Presque tous les patriotes les plus ardents des dernières années, tous ces jeunes gens qui peuplent depuis 15 ans la citadelle de Varsovie, ensuite les prisons politiques russes, et vont souvent achever leur carrière en Sibérie — on fait leur apprentissage dans les écoles d'Apoukhtine. C'est là qu'ils ont appris à haïr la Russie, après avoir appris au sein de leurs familles à aimer la Pologne.

Ce n'est pas sans peine que la jeunesse polonaise s'est décidée à suivre la politique de résignation temporaire, qu'elle pratique aujourd'hui. Elle eut son temps de protestation violente. De 1879 à 1882 presque la moitié des directeurs des écoles ont été souffletés par leurs élèves : le nombre des professeurs qui subirent le même sort ou ont eu leurs carreaux pulvérisés à coups de pierre est encore plus considérable, sans parler de ceux que l'on châtiait d'une manière moins énergique. En 1883 le chef du district lui-même, Apoukhtine, reçut en public dans son cabinet de réception un soufflet de la part d'un étudiant de l'université de Varsovie. Ce tableau d'un jeune homme de 20 ans qui soufflète un vieillard de 65 n'est-il pas une digne illustration de l'école dépravée par la politique ? A la nouvelle de cet incident plus de 600 étudiants de la même université accoururent applaudir l'acte de leur camarade et se déclarer solidaires avec lui. On dut mobiliser les troupes de la garnison pour rétablir l'ordre, comme pendant une insurrection.

On s'aperçut pourtant bientôt que la tactique des gifflés manquait son but. Non seulement les gifflés gardaient leurs places, mais ils obtenaient encore des rémunérations et des croix pour les dédommager des inconvénients attachés à leur mission patriotique en pays conquis. Grâce au soufflet Apoukhtine obtint une des plus hautes décorations russes, accordée à fort peu de personnes, de sorte qu'un savant allemand très éminent, qui possédait la même croix, fut forcé de la renvoyer au tzar, afin de ne pas avoir pour collègue un particulier qui l'avait gagnée dans une lutte de cette espèce.

On se tient donc maintenant à une morne résignation, qui sait tout supporter pendant un temps, pour faire place à des éclats de haine, non contre les personnes mais contre le système — contre le gouvernement russe.

Le système d'Apoukhtine dure toujours. La main de ce gendarme pèse encore sur la jeunesse. On n'a reculé d'un pas sur la route qu'on a inaugurée il y a

16 ans. L'école russe continue de martyriser l'enfance des Polonais, les envenime dès leur plus jeune âge du venin d'une haine presqu' instinctive contre tout ce qui est russe.

*T. S-ki.*

## La Pologne contemporaine.

### IV.

#### Les paysans.

Comme dans tout pays agricole, les paysans forment en Pologne la masse de la population. Même dans le Royaume de Pologne, où l'industrie s'est le plus développée, ils donnent 70 % de la population totale.

Quand on parle des paysans de la Pologne, il faut distinguer les Polonais proprement dits, qui parlent la langue littéraire polonaise, des autres groupes ethnographiques qui sont : les Lithuaniens, les Ruthènes ou Petits-Russiens, les Russiens-Blancs et les Allemands. Nous nous occuperons d'abord des paysans polonais proprement dits.

Comme nous l'avons déjà indiqué, cette population habite presque tout le Royaume de Pologne, toute la Pologne prussienne (seule dans quelques districts, dans d'autres mêlée d'Allemands), la moitié occidentale de la Pologne autrichienne, une partie de la Lithuanie, et se recontre en outre sporadiquement au milieu des Lithuaniens, des Russiens-Blancs et des Ruthènes à l'est et au nord-est.

Ces paysans, qui forment la majorité de la population agricole de l'ancienne République, parlent presque exclusivement une seule et même langue, ne connaissant pas de patois, et emploient fort peu de provincialismes. A l'exception du dialecte des Kaszubes et de quelques autres encore plus rapprochés de la langue commune, toute la population du pays qui s'étend des Carpathes à la mer Baltique et de l'Odra (Oder) au Niemen se sert de langue littéraire, de celle des Kochanowski et des Mickiewicz. Ce fait a une très grande importance pour le développement de l'instruction populaire ; il suffit au peuple d'apprendre à lire pour entrer de plain pied dans le trésor de la littérature, non pas comme en France et en Allemagne, où il faut d'abord apprendre au paysan à comprendre le français ou l'allemand. Aussi peut on affirmer que dans la Pologne proprement dite, ethnographique, malgré des obstacles inouïs, inconnus partout ailleurs, l'instruction fait dans les masses les plus rapides progrès.

Grâce à ce développement, le paysan polonais a réussi à sortir du rôle à peu près passif qu'il a joué jusqu'à présent et devient de plus en plus un élément politique bien actif. Quand on n'a connu que les villageois, d'il y a vingt ans, on ne peut se faire d'idée de leur état moral d'aujourd'hui.

Les plus éclairés sont ceux de la Pologne prussienne. Privé d'écoles polonaises, forcé par la loi d'envoyer ses enfants aux écoles allemandes le peuple a su donner à l'instruction privée, nationale, tant de force qu'elle triomphe de l'enseignement officiel. Les paysans s'associent pour tenir des journaux polonais, fondent des bibliothèques, des sociétés polonaises etc. La presse populaire a fait dans cette province les plus grands progrès, et il n'y a pas de recoin où elle ne s'introduise. Aussi le paysan y est il ardent patriote, lutte énergiquement contre la germanisation, et quoiqu'il confie jusqu'à présent la défense de ses droits presque exclusivement à la noblesse et au clergé, parmi les quels il choisit ses représentants à la diète de Prusse et au parlement d'Allemagne, il montre une indépendance d'idées toujours croissante critiquant la conduite de ses mandataires soit au point de vue des intérêts nationaux, soit sous le rapport économique. La guerre à outrance que le système de Bismarck a fait au polonisme et au catholicisme a éveillé dans le peuple le sentiment de la solidarité nationale et lui a donné beaucoup d'expérience politique. L'antagonisme économique entre les paysans et les grands propriétaires y est assez développé, mais en présence du Prussien les différences d'intérêts s'effacent et le paysan soutient contre l'ennemi commun celui-là même qui est son adversaire dans la lutte sociale.

Tout autre est la situation dans la Pologne autrichienne — nous ne parlons ici que de la Galicie occidentale, exclusivement polonaise. Les paysans de cette province sont à la fois les plus pauvres et les plus arriérés de tous. Aujourd'hui encore la grande majorité se compose d'analphabètes. Cependant depuis que la Galicie jouit d'une certaine autonomie le nombre des écoles primaires augmente très rapidement. La question de l'instruction populaire est ici une question brûlante, et la population persuadée de son importance, fonde des sociétés d'enseignement populaire, donne de l'argent pour bâtir des écoles, entretient un grand nombre des publications populaires etc. etc. Grâce à ces efforts, le peuple de la Galicie s'éclaire de plus en plus dans les derniers temps, et les progrès de l'instruction ont une grande influence sur les relations sociales.

Contrairement à ce qui a lieu dans les autres parties de la Pologne, le paysan galicien n'a pas besoin de défendre sa nationalité et sa religion, que personne ne menace. Aussi l'antagonisme social, économique et politique, tient-il en Galicie la première place. A mesure qu'il s'instruit, le peuple prend une part active à la vie politique, afflue aux élections, se réunit dans des assemblées populaires, s'organise en partis etc. Comme élément politique il est l'adversaire de la noblesse, à proprement parler, des grands propriétaires fonciers à qui un cens électoral par curies, inconnu hors de l'Autriche, a donné une influence prépondérante. Il existe déjà dans la diète de Galicie deux partis paysans, les

conservateurs, «l'Union villageoise», et les progressistes ou «parti populaire». Ce dernier, a déployé aux dernières élections beaucoup d'énergie, et malgré la pression de l'administration, a fait passer neuf de ses candidats. Ces deux partis, tout jeunes qu'ils sont, font preuve d'une grande maturité, tant par leur tactique parlementaire que par leur programme d'action. Aussi le mouvement, initié par eux, embrasse-t-il toute la Galicie occidentale et prend-il de plus en plus racine dans la masse du peuple. On se tromperait cependant si l'on croyait que cette agitation, à défaut d'ennemis de la nationalité polonaise manque de patriotisme. Tout au contraire — à côté de la tendance du peuple à l'émancipation économique et politique se présentent des aspirations nationales, et les chefs du parti, tous paysans remarquables par leur intelligence, sont avant tout patriotes polonais décidés. (A suivre).

## Variétés.

= **Anniversaire.** En 1900 l'université de Cracovie célébrera l'anniversaire de 500 ans de sa reconstruction par le roi Ladislas Jagello

Cette illustre école fondée par le roi Casimir le Grand en 1364, tomba bientôt en déchéance et fut restituée par le roi Ladislas après l'union de la Pologne et de la Lithuanie. Le sénat de l'université est déjà occupé à préparer des diverses publications en connexion avec l'anniversaire.

= **A propos d'une proclamation.** Le gouverneur de Kowno (Lithuanie) a communiqué aux autorités subalternes une circulaire suivante :

*Très secret.*

M. I.

I section du bureau  
du Gouverneur de

Kowno.

21 Décembre 1895 (v.s.)

N. 134

Kowno.

### Circulaire.

A MM. les présidents des  
assises de paix et aux arbitres de  
paix (mirovyie posrédniki) du gou-  
vernement de Kowno.

On vient de répandre dans beaucoup d'endroits de mon gouvernement des proclamations incendiaires en langue polonaise, qu'on adresse de Varsovie principalement aux administrations communales.

Ces proclamations sont imprimées assez soigneusement sur une feuille de papier ordinaire, signées par un Comité de défense nationale (Komitet obrony Narodowej) avec un timbre portant les mêmes mots et datées de Varsovie, 25 novembre. Leur teneur porte, qu'on doit soit-disant s'attendre à une guerre au printemps, et que les Polonais s'allieront aux ennemis de

la Russie pour se venger des torts qu'on leur fait. En conséquence le Comité de défense nationale enjoint entr'autres aux bourgeois et aux paysans, en attendant cette guerre: 1. de commencer par refuser de suite le paiement des impôts: 2. de ne pas se présenter au recrutement de la réserve. 3. de concéder les provisions et le fourrage. 4. de choisir des personnes dévouées à la cause nationale pour remplir les fonctions de maires et secrétaires communaux etc. 5. de retirer leurs capitaux des diverses institutions financières 6. de répandre cette proclamation dans le peuple. Suivent des instructions à la population en cas de guerre.

Nous enjoignons à M. M. les arbitres de paix de donner aux secrétaires communaux des ordres sévères de présenter aussitôt des proclamations reçues par eux à l'Arbitre, au Chef d'arrondissement ou de Canton, selon que le siège de l'un de ces fonctionnaires sera plus rapproché de la commune, sans la communiquer à qui que ce soit et sans en parler à personne. En cas de réception d'un de ces écrits, l'Arbitre doit immédiatement me l'envoyer, sans commencer d'instruction judiciaire et en faire part au Chef d'arrondissement. Nous prions MM. les Arbitres de faire de fréquentes tournées dans les communes, de faire attention aux propos tenus par le peuple en remarquant tout qui sortirait des bornes des idées communes, de surveiller le paiement des impôts et surtout les opérations de caisses de prêt et d'épargne. Nous prions MM. les Présidents des assises et les Arbitres de me faire secrètement part de tout ce qui leur paraîtra digne d'attention sous ce rapport, sans se restreindre aux formalités ordinaires et sans s'en tenir aux faits, par la raison que les résultats des observations ne peuvent pas toujours être vérifiés immédiatement par des faits.

On n'a pas à redouter d'action violente immédiate de la part de la population rurale, mais les proclamations susdites peuvent lui causer tant sous le rapport moral que sous le rapport matériel, un tort énorme, dont seront responsables ceux des fonctionnaires qui sont le plus en rapport avec elle, s'ils ne prennent immédiatement les mesures nécessaires pour étouffer cette agitation.

La teneur de la présente circulaire ne doit pas être publiée, et il est défendu de la communiquer aux fonctionnaires communaux.

Signé: Le Gouverneur *Klingenberg*  
Contresigné: Pour le chef de bureau *Lavrinouitch*.

Nous avons déjà fait part aux lecteurs de l'inquiètement des autorités russes causé par l'apparition de ces proclamations énigmatiques, répandues en Pologne. La circulaire de M. Klingenberg prouve que le gouvernement russe ne se sent pas nullement si sûr au milieu du peuple polonais et lithuanien qu'il se plait de le raconter dans la presse officielle.